

## PRISE DE POSITION INSTITUTIONNELLE

**JOURNAL:** The New York Times

**COMMISSION:** Conférence Internationale sur le droit de la presse

**PROBLÉMATIQUE:** Comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ?

Le New York Times est un quotidien new-yorkais fondé en 1851 et basé à Manhattan. Du fait de sa qualité et de ses révélations, le New York Times se présente comme l'un des trois journaux les plus lus aux États-Unis, le plus lu à l'étranger, et est souvent considéré comme un journal de référence, ayant d'ailleurs été récompensé de 130 prix Pulitzer. Ce journal est fondé sur une volonté de s'opposer au journalisme jaune, comme sa devise depuis 1896 le montre; "Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées". La problématique que la conférence compte traiter, et que le New York Times se livre à débattre avec engagement, est une de grande importance et qui, dans le contexte des tensions montantes internationalement, est essentielle à aborder: comment la communauté internationale peut-elle garantir la liberté de la presse et la protection des journalistes face à la montée des censures, des violences politiques et de la concentration des médias ?

En effet, la montée de la censure, la multiplication des violences contre les journalistes, la fragilité des médias indépendants, ainsi que les nouvelles technologiques, marquent le monde de la presse aujourd'hui. Qu'il s'agisse de l'insécurité à laquelle font face les journalistes, la censure systématique que le New York Times combat depuis toujours, la concentration des médias qui est de plus en plus flagrante, et les difficultés liées au financement, il est indéniable que des principes communs doivent être établis et des actions concrètes mises en place afin de garantir non seulement la sécurité des journalistes et reporters dans le monde, mais également pour s'assurer que la livraison de l'information au public ne soit pas compromise.

Le New York Times, un journal qui prône incessamment la liberté d'expression et est victime d'attaques diverses et répétées sur sa propre liberté, est naturellement directement impacté par cette problématique. À titre d'exemple, le New York Times a été impliqué dans une des affaires les plus importantes de la Cour Suprême des États-Unis en termes de liberté de la presse et diffamation: le New York Times Co. v. Sullivan en 1964, qui a permis l'établissement d'une protection constitutionnelle stricte pour les médias et les citoyens qui critiqueraient des représentants du gouvernement, ensuite étendue à toutes les personnalités publiques. De plus, il va de soi que le New York Times place la sécurité de ses journalistes au cœur de ses priorités en assurant une assistance immédiate et en fournissant tout le matériel nécessaire pour leur protection. Dans ce sens, dans son discours d'ouverture à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse en 2023, A.G. Sulzberger, Président et éditeur du New York Times, s'est inquiété de l'impact que les menaces qui pèsent sur la liberté de la presse au niveau mondial peuvent avoir sur le multilatéralisme, en affirmant: "Sans journalistes pour fournir des nouvelles et des informations sur lesquelles les gens peuvent compter, je crains que nous continuions à assister à l'effritement des liens civiques, à l'érosion des normes démocratiques et à l'affaiblissement de la confiance dans les institutions et entre les personnes, qui est si essentielle à l'ordre mondial".

Dans un premier temps, le New York Times juge fermement que l'érosion de la liberté de la presse est presque toujours suivie d'une érosion de la démocratie. Il prévient que la faiblesse de la presse coïncide inhéremment avec des démocraties déstabilisées et des autocraties enhardies. La censure est donc, pour lui, une atteinte directe aux fondements même de la démocratie, une répression qui ne peut entraîner qu'à des conséquences dévastatrices sur le monde de l'information et, intrinsèquement, le monde dans son ensemble. Comme il l'a mentionné antérieurement, le journal fait constamment face à des attaques pour son travail engagé pour l'information. Il condamne notamment la "cancel culture" qui a tendance à s'écarter d'une volonté de faire réellement office de conséquences et met plutôt en place un mouvement de censure conduit par la foule. C'est pour cela que le New York Times espère pouvoir poursuivre les efforts pour la liberté de presse et renforcer la protection constitutionnelle stricte pour les médias et citoyens dans l'expression de leurs opinions. En 2023, c'est 53% de la population qui vivait dans des pays où la liberté d'expression était en danger, une statistique que le New York Times juge nécessaire de revoir à la baisse. Il pense que la liberté de presse est un droit fondamental, démocratique et constitutionnel et que tout semblant de censure ne ferait qu'ouvrir la porte à une censure plus large.

Dans un second temps, le New York Times condamne fermement les violences et pressions infligées aux journalistes autour du monde. Il tient notamment à citer le cas de Georgia Fort, une journaliste indépendante installée à Minnesota dont l'article pertinent "J'ai été arrêtée pour avoir fait mon travail de journaliste. Qui sera

le prochain?” a été publié dans le New York Times, et qui, comme le titre l’indique, a été arrêtée aussi récemment que le 16 janvier pour sa couverture médiatique de l’affaire concernant Renée Good. Dans la même optique, le journal doit évoquer les journalistes en Russie, qui sont passibles de longues peines de prison seulement en évoquant la guerre en Ukraine, comme Evan Gershkovich, ancien journaliste du journal, mis en détention en Russie pour “espionnage présumé”. Le New York Times considère que la sécurité de ses journalistes est une priorité, et est donc révolté par les violations répétées de celle-ci. Il est de la responsabilité des nations de garantir que les journalistes soient protégés et que le travail vital de la presse ne soit pas entravé. Le New York Times trouve en effet que les pays coupables de tels crimes doivent être tenus responsables: la communauté internationale doit affirmer clairement qu’elle dénoncera et punira les mesures de répression et les attaques contre les journalistes, où qu’elles se produisent, et cela en entreprenant de réelles mesures, bien plus concrètes que des simples condamnations verbales et juridiques, comme la restriction de certaines des activités du pays en question et la pression politique et économique sur les pays et organisations menaçant la vie des journalistes.

En ce qui concerne le financement, le New York Times tient à attirer l’attention de la commission, comme l’a fait son Président et éditeur à l’occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse, sur le paysage médiatique après 1993 qui, caractérisée par la fin de la Guerre froide, l’émergence et la naissance de la démocratie, ainsi que les progrès technologiques majeures, peut être qualifiée de période optimiste pour les organismes de presse qui profitaient d’une solidité financière historique. Le New York Times déplore la courte durée de cette jouissance interrompue par cette même technologie qui a poussé à la fermeture de milliers de journaux dont le vide, notamment en ce qui concerne les reportages locaux, ne pouvait être comblé par les médias numériques. Le journal pointe alors du doigt la numérisation du journalisme—sujet qu’il traitera plus en détails plus tard—comme une des nombreuses causes des difficultés liées au financement des médias. Comme le New York Times ne cesse de souligner, la presse est essentielle, cruciale, et vitale au bon fonctionnement d’une démocratie. C’est pour cette raison que le financement des médias (publics notamment, qui font face à des coupes budgétaires) se doit d’être une obligation au même titre que le financement de n’importe quel autre secteur d’une nation. Le journal a, dans ce sens, publié divers éditoriaux défendant le financement des médias publics, où il mentionne principalement PBS et NPR dans plusieurs articles et vidéos depuis 2025 et jusqu’à ce jour. Enfin, le New York Times, ayant parvenu à s’affirmer et croître malgré la crise générale traversée par les médias à cause de la numérisation, se considère alors capable de recommander ses pairs pour qu’ils transitionnent, comme lui, avec succès pour éviter d’être compromis.

Ensuite, le New York Times a historiquement exprimé ses inquiétudes quant à la concentration des médias, processus qui menace directement l’indépendance journalistique et, de façon plus large, la démocratie, en réduisant entre autres la diversité des opinions. Il informe que le contrôle corporatif avait par le passé conduit, et continuera assurément à conduire à l’avenir si rien n’est fait, à l’assassinat pur du journalisme. Les dirigeants doivent impérativement se mobiliser pour garantir des protections juridiques aux journalistes indépendants et à leurs sources. Le New York Times invite habituellement des journalistes indépendants (comme Georgia Fort, mentionnée plus tôt) à publier leurs articles sur son site, une pratique qui ne fait qu’étendre les opinions du journal et permet de porter de l’attention à des points de vue uniques. Le Times invite cette commission à encourager différents médias à faire de même, puisque la solidarité entre journalistes est nécessaire, particulièrement en ces temps rudes. Le journalisme indépendant se doit d’être élevé par les géants numériques pour être adéquatement apprécié par un grand nombre de citoyen, leur apportant alors le soutien nécessaire pour conserver la culture du journalisme indépendant.

Enfin, la dernière thématique, les nouvelles pratiques journalistiques et la transition au numérique, affecte le New York Times particulièrement. Comme il l’a mentionné auparavant, le journal est l’un des si ce n’est le premier journal à avoir effectué une transition fructueuse au numérique: grâce à cela, il représente une référence mondiale et un leader de l’information en ligne. La révolution numérique est inévitable, or l’Internet, et l’avènement de l’intelligence artificielle plus récemment, ont déclenché une avalanche incontrôlable d’informations erronées, de propagande, de polémiques, d’appâts à clics, qui polluent et noient le journalisme véridique et crédible et accélèrent le déclin de la confiance de la société. Il est important, aujourd’hui plus que jamais, en tant que groupes médiatiques, de s’affirmer et de conserver la confiance du public, de le tenir éduqué et éveillé face aux vraies informations majeures qui chamboulent le monde, et cela en rivalisant avec le numérique; puisqu’on ne peut l’éradiquer, certes, il faut que cette commission s’adapte pour rivaliser avec le développement incessant des fake news et qu’elle instaure des législations encadrantes, des politiques de fact-checking performants, voire même des programmes d’éducation du public.

Le New York Times est prêt à s’engager et offrir des solutions pour protéger la presse et tous les aspects qui l’accompagnent—la liberté de presse, la sécurité des journalistes, le financement, le journalisme indépendant, et l’adaptation aux nouvelles pratiques journalistiques. Le journal est sûr qu’il pourra, grâce à sa posture vaste dans le spectre politique, apporter de nouvelles perspectives aux débats de la commission.